



Rafael Jimenez

La maison dans la forêt, un idéal partagé par tous les habitants de l'Urbanización de Monteclaro

Pedro José García Sánchez
Silverio González Tellez

Contrairement à d'autres métropoles latino-américaines également soumises à des logiques de ségrégation renforcées, la contiguïté entre les beaux quartiers (*urbanizaciones*) et les quartiers populaires et pauvres (*barrios*) marque de son empreinte la géographie urbaine de Caracas. Cette contiguïté est liée à l'urbanisation d'une vallée parsemée des ruisseaux et de montagnes dont la constructibilité est fortement différenciée. S'intéresser à la mitoyenneté dans une perspective sociologique nous amène à identifier, parmi les conséquences socio-spatiales de cette contiguïté, ce qui devient (ou pas) « commun ».

En suivant le fil de l'évolution ségrégative d'une *gated community* (Monteclaro) et du bidonville qui émerge à son côté (La Pomarosa) dans le périurbain caraquéen une série de conflits d'urbanité surgissent et font l'objet de nos interrogations. À quelles épreuves territoriales, interactionnelles et sociopolitiques donne lieu la contiguïté des inégalités? Quels sont les processus communs à l'homogénéisation de l'habitat (production d'espaces résidentiels) et à celle de l'habiter (usages et pratiques de la ville)? En quoi ces processus nourrissent un élan communautaire et un urbanisme sécuritaire qui érodent l'horizon d'une citoyenneté urbaine? Les germes de la polarisation sociétale du Venezuela d'aujourd'hui sont ainsi repérés dans le déploiement d'une dynamique socio-spatiale.

De l'*urbanización* au *barrio*

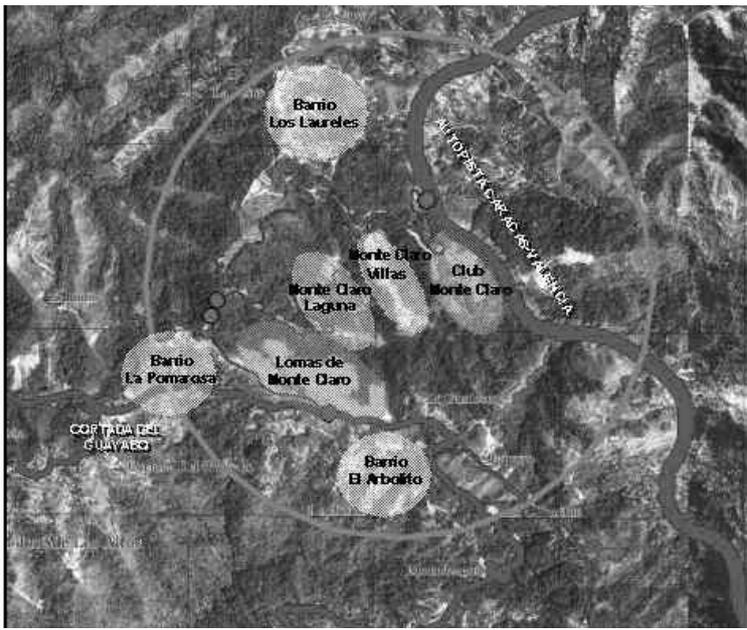
Le développement urbain à Caracas subit les effets de la profonde crise économique et politique du dernier quart de siècle. Celle-ci s'est manifestée par la diminution considérable d'investissements publics dans les infrastructures de services et de logements, ainsi que par une grande instabilité gouvernementale « qui amplifie au lieu d'atténuer les divergences entre les acteurs et la paralysie que cela engendre » (Coing, 2004). Depuis les émeutes de El

Caracazo en 1989, le processus de ségrégation, la dilution de la confiance sur l'action des institutions publiques et la croissance de l'emprise sécuritaire se sont considérablement renforcés.

Dans le registre de l'habitat résidentiel, cette évolution s'est caractérisée par le développement d'une forme privée de l'urbanité (García Sánchez, 2004), avec ses modalités différenciées d'aménagement sécuritaire et de mise en forme communautaire. D'abord, d'anciens quartiers « ouverts » passent sous contrôle des « douanes résidentielles urbaines ». Puis les « ensembles résidentiels sécurisés *ex-nihilo* » (Capron, 2006) sont devenus les fers de lance d'une offre immobilière nouvelle qui s'est développée surtout dans les paysages semi-ruraux de la périphérie lointaine.

Les *barrios* sont les établissements plus ou moins précaires où résident les habitants plus pauvres. Au gré de leur prolifération depuis les années 1940-1950, une partie importante des *barrios* se sont *consolidés*¹ jusqu'à devenir de véritables quartiers populaires. Ces établissements caractérisés par la fragilité des matériaux et leur enchevêtrement hétéroclite se développent en général dans les intervalles spatiaux (en particulier, montagnes et lits des ravins) considérés comme inconstructibles par les urbanistes, le génie urbain et les dispositifs du monde civique. Leur construction n'est pas liée à un projet d'aménagement mais aux critères et au savoir-faire de l'auto-construction. Celle-ci se met en place grâce à des réseaux relationnels où les engagements marchands « souples » et la coopération d'ordre domestique et amicale prédominent (Rosas, 1995). Même si ce type d'établissement a progressé jusqu'à devenir le plus important en visibilité et en densité habitante, les

1. Cette qualification utilisée par les administrations et les chercheurs, désigne l'amélioration des conditions d'habitation, d'accessibilité, d'approvisionnement et des services.



Rafael Jimenez

L'Urbanización de Monteclaro : barrios populaires et quartiers huppés côte à côte

administrations urbaines l'ont incorporé à leurs politiques seulement au milieu des années quatre-vingt et toujours de façon très inégale (González Tellez, 1999).

Monteclaro et La Pomarosa se trouvent dans le sud de la zone métropolitaine, lieu d'expansion entre deux voies stratégiques qui relient Caracas avec la région centrale du pays : l'autoroute régionale du centre (la plus importante du pays) et une route nationale donnant accès à des villes-satellites (San José, San Diego...) situées dans les Hauts de Miranda. Entre Lomas de Monteclaro et La Pomarosa, il y a 100 mètres environ.

Lomas de Monteclaro : un habitat exclusif

Conçu pour la classe moyenne-aisée dans les années 1970 et construit depuis les années 1980, Monteclaro est un ensemble résidentiel et de loisirs de 300 hectares environ. Ses trois secteurs, Laguna, Villas et Lomas, sont intégrés par une appartenance juridique et écologique, se différenciant par les distinctions immobilières et les hiérarchies d'usage (Laguna étant le plus exclusif et luxueux). L'ensemble compte environ 170 logements occupés, 700 habitants et a une densité brute de 2,3 habitants par hectare. En janvier 2001, le revenu mensuel des foyers pris comme échantillon de l'enquête était autour des 4 000 \$². Le prix du mètre carré (plus les charges) atteignait les 1 200 \$ et 2 800 \$ l'inscription pour le club. Villas y Laguna (76 logements) se sont développés et vendus au début des années 1990. L'urbanisation de Lomas prévoyait 400 villas, duplex et town-houses distribués dans quinze secteurs. Sa construction a dû cependant faire

face aux négligences du promoteur concernant le plan d'œuvre et aux effets de l'inflation et de la faillite du système bancaire en 1994. Si sur cent logements construits depuis 1998, soixante sont aujourd'hui occupés, une partie des habitants seulement sont là depuis l'origine.

La Pomarosa : un habitat précaire

Lorsque l'aménagement de Monteclaro a commencé, la zone de Hoyo de la Puerta abritait déjà quelques *barrios* situés au long de la route : Salsa, El Café, Los Laureles... Leur population fournissait la main d'œuvre aux unités agricoles et aux antennes des services de la zone. Cette ancienneté et son statut « consolidé » procurent à Los Laureles une légitimité reconnue aussi bien par les administrations publiques que par les promoteurs et les habitants de Monteclaro. Sa croissance démographique et l'encouragement du président de l'association de riverains incitent certains à s'installer dans ce qui est devenu La Pomarosa. Un comité populaire a distribué les terres (environ 50-60 lotissements) sur une superficie d'environ 2 hectares. L'occupation a été très rapide (30-40 habitations) mais la consolidation très lente. Six mois après la clôture du travail de terrain (fin 2003) La Pomarosa avait déjà doublé en extension et en nombre.

Contrastes sociaux, économiques et culturels

Les conditions de l'habitat à Monteclaro et à La Pomarosa offrent une mesure de l'écart entre deux types d'homogénéité. Les villas et les appartements de Monteclaro sont bâtis avec des matériaux solides sur des surfaces allant de 75 à 200 mètres carrés, disposent de tous les services et d'un club de loisirs. Cela contraste avec les *ranchos* (baraques) de 20 à 40 mètres carrés de La Pomarosa, bâtis avec des déchets recyclés sur un sol humide et terreux, ne disposant au début d'aucun service, ni d'eau, ni d'électricité.

Monteclaro représente un secteur social moderne. Ses habitants travaillent officiellement, disposent de revenus mensuels et peuvent s'endetter. Les valeurs d'effort indivi-

2. Cet article est issu d'une recherche menée entre 2002 et 2004 dans le cadre du projet collectif « Habiter quelle ville ? Situations d'homogénéisation résidentielle et (re) définition de l'urbain et de l'urbanité dans les Amériques faisant partie du programme « Habitat et vie urbaine » du PUCA (cf. Capron, *op. cit.*). Le dispositif méthodologique s'est fondé sur des observations ethnographiques, des entretiens approfondis (des *leaders* des deux établissements, ainsi que des prestataires de services commerciaux et municipaux), des enquêtes passées parmi neuf chefs de ménage habitant à Lomas de Monteclaro et six à La Pomarosa et de la révision documentaire (supports juridiques, lettres adressées par les *leaders* des communautés aux administrations et journaux locaux).

duel, de vie familiale, de consommation et d'un statut social conquis par le succès professionnel définissent ici l'homogénéité socioculturelle.

La Pomarosa est composée par des classes populaires ou moyennes appauvries qui ont habité en location dans d'autres *barrios* consolidés mais investis également par la violence urbaine ambiante. Malgré leur niveau d'instruction secondaire et parfois universitaire, la moitié des personnes interrogées dispose d'un travail peu rémunéré et instable. Les prévisions ne font guère partie de leur monde culturel : la survie au quotidien et la temporalité de l'urgence s'imposent. L'horizon d'un logement « propre » et tranquille (même bâti dans l'illégalité) apparaîtrait alors comme une exception et une aubaine.

Motivations et mobilités

Résidences de week-ends et de vacances au départ, les logements à Monteclaro sont devenus progressivement la résidence principale de leurs propriétaires. En 2002, seulement cinq maisons étaient toujours des résidences secondaires à Villas. Toutes les personnes interrogées de Lomas (dont une seule n'est pas propriétaire) se sont installées entre 1999 et 2002. La moitié habitait avant dans une *urbanización* du sud-est caraquéenien. La plupart ont connu le lieu par l'intermédiaire des proches ou des employeurs (qui ont souvent financé l'achat). Les motivations pour y habiter sont des éléments fédérateurs significatifs : d'abord la tranquillité, le confort et l'environnement naturel ; ensuite les agréments divers du voisinage (« on est familiers », « solidaires ») et enfin la proximité de la métropole : « c'est comme être éloigné de Caracas... mais à Caracas ». La moitié des personnes interrogées de La Pomarosa habitait dans des quartiers populaires du sud et de l'ouest de Caracas, tandis que l'autre moitié s'est déplacée des quartiers proches de la zone. La tranquillité d'un lieu « sain », son « silence », sa « fraîcheur et sa verdure » et sa sécurité apparaissent pour les enquêtés (dans une proportion de 4 sur 5) comme les motivations les plus récurrentes.

La mobilité ordinaire se fait en fonction des distances à parcourir vers Caracas et des embouteillages. Pour des activités commençant à 7 h 30 dans le centre-est, il faut partir vers 5 heures du matin. Face aux difficultés d'accès à la région des Hauts de Miranda, les habitants de Monteclaro disposent de véhicules privés (un pour chaque adulte). Les habitants de La Pomarosa se déplacent à pied ou empruntent les *yises* : des véhicules rustiques (Jeep) adaptés pour le transport en commun dont la fréquence de passage est très irrégulière. Leurs arrêts sont dépourvus d'abris qui protègent du soleil et de la pluie. Personne parmi les habitants du *barrio*, ne fait ses achats ou ne travaille dans le sud-est de Caracas, de même qu'aucun habitant de l'*urbanización* ne fréquente les alentours ou le sud-ouest de Caracas.

Services

Il faut parcourir des longues distances pour effectuer des achats, s'instruire ou se soigner. À l'intérieur de Monteclaro, il y a seulement le restaurant du club et un « centre de services » situé à Villas où l'on trouve une *bodega*³, une machine à glaçons et une laverie. Malgré ses 10 mètres carrés, la *bodega* fonctionne comme un petit supermarché grâce à la variété des produits proposés. En offrant une attention personnalisée à ses clients (qui, par exemple, passent commande des produits et peuvent être livrés chez eux), cette *bodega* ressemble aux petits commerces de proximité et devient un vecteur de porosité.

La Pomarosa ne compte aucun service dans son périmètre ni dans ses environs, sauf deux restaurants et une antenne de police qui se trouvent dans le carrefour routier Cortada del Guayabo. Les services de santé et d'éducation les plus proches se trouvent à dix minutes en voiture dans le village de San José (place, église catholique, petit commerce, école) et dans le *barrio* de Los Laureles (cabinet de santé publique, église évangélique) situé à cinq minutes en voiture.

À Monteclaro, seuls les membres du club peuvent profiter des terrains de sports. Les habitants de cet ensemble résidentiel font leurs gros achats dans les centres commerciaux du sud-est de Caracas ou à San Antonio (à 45 minutes en voiture). Les sorties des habitants de La Pomarosa se font dans le sud-ouest de Caracas, en particulier la zone de Valle-Coche où il y a un hôpital métropolitain, un grand marché et des centres commerciaux.

L'absence d'espaces publics

Les commerces situés à San José sont fréquentés par les résidents des deux quartiers. Cependant, il n'y a pas de marché hebdomadaire ni de café pouvant créer des opportunités d'échange entre les deux communautés. La place du village de San José serait ce qu'il y a de plus proche d'un espace public pouvant accueillir les résidents du *barrio* et de l'*urbanización*, mais aucun des interviewés n'a manifesté en faire usage. Le seul lieu d'échange (par la perception et l'usage) est la Route Nationale.

Pour les habitants de Monteclaro les activités publiques et leurs espaces n'apparaissent pas comme une nécessité. Non seulement ils disposent d'un cadre propre pour satisfaire leurs besoins de promenades, de côtoiement, de sport ou de détente, mais l'échange avec des gens perçus comme indésirables ne les intéresse pas. Trop inquiète et occupée

3. Certains résidents se refusent à l'appeler *bodega* et préfèrent le terme de *tiendita* (petit magasin), le terme de *bodega* étant historiquement utilisé pour les épicerie situées dans les *barrios*.



La Pomarosa

Rafael Jimenez

par la stabilisation de sa demeure, la population de La Pomarosa ne réalise pas de son côté à quel point la disponibilité et l'usage des espaces publics proches pourrait contribuer à rendre leur installation moins pénible.

Que la proximité s'avère, avant tout, mutuellement gênante est l'une des conséquences de la contiguïté de deux populations. Chacune à sa manière, se forge une présence territoriale aux dépens de l'espace public. Les *orbites* de leurs *mondes sociaux* non seulement ne risquent pas de se croiser malgré leur proximité spatiale, mais elles renforcent l'écart qui sépare leurs *styles de vie* (Strauss, 1995).

Marqueurs territoriaux, dispositifs de sécurité et reconnaissance de l'étranger

Le territoire délimité par la topographie du lieu et les marges segmentaires du périmètre (hauts-reliefs, promontoires de végétation épaisse, grilles) renforce l'interface homogénéisation-ségrégation. On distingue très clairement l'intérieur de l'*urbanización* de l'entourage composé de terrains vagues, de l'autoroute régionale du centre, de la route nationale, des propriétés privées d'ancienne demeure, du *barrio* Los Laureles et de La Pomarosa.

Seul un panneau signalétique sur l'autoroute spécifie l'identité de Monteclaro. Le filtrage de l'accès véhiculaire

et piétonnier exercé par les douanes résidentielles dans toutes les voies existantes, constitue la partie « active » de la délimitation territoriale : guérites occupées par des vigiles, barrières pour couper l'accès, illumination spéciale qui se déclenche avec la proximité des voitures. Ce dispositif engage des routines d'action (arrêter le passant, le questionner, l'identifier, lui accorder – ou non – le passage, gérer les conflits pouvant surgir...) et concerne les fonctions urbaines liées à l'accessibilité (circulation, approvisionnement) et tous ceux qui en font usage.

Sans motif reconnaissable, les étrangers ou les visiteurs n'ont pas d'accès libre à Monteclaro. La coutume ou les autocollants d'identification sur les pare-brise des voitures permettent aux vigiles de reconnaître les « natifs ». Dès qu'un étranger est accompagné d'une personne connue, la suspicion se relativise. Lorsqu'un étranger se rend à la *bodega*, il doit se garer dans une place signalée par les vigiles. Si l'étranger se déplace, les vigiles doivent être informés à l'avance. La *reconnaissance* des individus et de leurs activités opère ainsi comme le marqueur anthropologique et instrumental de l'accessibilité au territoire. Une gradation (stricte, moyenne, souple) de celle-ci s'effectue selon les qualités *phénoménologiques* (apparence), *historiques* (coutume) ou *cognitives* (rapprochement) qui orienteront l'identification. De cette reconnaissance dépend aussi que les alarmes se déclenchent, les plaintes se manifestent ou les peurs s'ancrent chez les résidents.

Les « sous-douanes » qui se trouvent à l'intérieur de



Rafael Jimenez

La Pomarosa

Monteclaro servent aussi à établir les segmentations différenciant les qualités des habitants : tous ne peuvent pas faire usage de l'ensemble des accès, ni traverser les sous-douanes. Seuls les habitants qui sont aussi membres du « club » peuvent faire usage de l'entrée de l'autoroute. La sous-douane en direction de Laguna ne peut être franchie que par ceux qui y habitent ou par leurs visiteurs « attendus ». Celle qui ouvre l'accès à Villas est plus « poreuse » : à part les habitants et leurs visiteurs, elle est franchie par les autres résidents de Monteclaro qui font usage du « *centro de servicios* ». La laverie, auparavant accessible aux habitants de Laguna et de Lomas, est réservée maintenant aux habitants de Villas qui jugent intolérable le coût des réparations des pannes causées par son usage fréquent. À l'intérieur de Monteclaro, Lomas est l'unité résidentielle « la plus ouverte » : il suffit aux « reconnus » d'annoncer aux vigiles l'adresse pour franchir la barrière. C'est aussi par les entrées nord et sud de Lomas qu'ont accès les divers visiteurs de Monteclaro. La segmentation opérée par les sous-douanes n'est que rarement l'objet de critique de la part des habitants interrogés.

Ceux qui travaillent comme des employés domestiques, administratifs, de maintenance ou de sécurité, les livreurs et les ouvriers des travaux d'aménagement constituent une population acceptée dans l'enceinte close. Les « domestiques » et les employés du club disposent d'une carte valable un mois renouvelable qui leur permet de traverser l'ensemble des douanes. En revanche, les ouvriers, les

employés des services et les livreurs peuvent utiliser seulement l'accès nord de Lomas, moyennant un enregistrement dans l'administration. Une partie des employés de service habite à Los Laureles et Las Brisas. Un vendeur de glaces privilégié depuis les origines de l'*urbanización* et le gérant de la *bodega* qui fournit à domicile certains produits sont les deux seuls « passe partout » existants.

L'évidence qui accompagne le marquage territorial des quartiers de Monteclaro disparaît lorsqu'il s'agit de repérer La Pomarosa. Lorsqu'on vient par la route de Hoyo de la Puerta, ce *barrio* est perçu seulement par un regard attentif après avoir passé les douanes de Monteclaro, la station de l'Université Centrale du Venezuela (UCV) et jusqu'à quelques dizaines de mètres avant d'arriver aux restaurants de La Cortada del Guayabo. Des deux côtés de la route, seules les baraques les plus proches de la voirie sont repérables et il faut pénétrer à pied la zone pour s'apercevoir de son extension. Un principe de *discreción urbana* prime dans l'installation et la visibilité de ce *barrio*. Des petits chemins de terre donnent accès à chaque regroupement des logements depuis la route. Il n'y a pas de trottoirs, d'entrées aménagées, d'escaliers en béton, ni de contraintes sécuritaires d'accès.

L'insécurité ne revient que rarement dans le discours des résidents : quelques vols à main armée dans la sortie vers l'autoroute et des vols de voitures, d'objets ménagers et des vélos à l'intérieur. À Monteclaro l'équipement sécuritaire distribué dans l'environnement résidentiel fonctionne

comme support d'information et de coordination permettant d'apaiser les craintes et d'indexer les attentes de sécurité. À part les vigiles, les « contrôleurs » du club veillent à l'exclusivité de l'utilisation de ses installations par ses membres et ses invités, ainsi qu'à l'emprunt de l'accès correspondant.

Lors des vols dans les maisons, la compagnie de surveillance est obligée de payer le montant équivalent pour les objets volés. On comprend ainsi mieux le traitement suspect que les vigiles réservent à la plupart des étrangers. Le passant doit s'arrêter, se garer et ouvrir le coffre de sa voiture pour que le vigile puisse constater qu'il « ne part avec rien ». À La Pomarosa, le regard scrutateur adressé aux étrangers est un trait en commun avec Monteclaro. Les habitants de La Pomarosa sont inquiets d'une étrangeté qui peut incarner soit une hostilité à leur installation, soit l'arrivée des nouveaux occupants. La philosophie communautaire présuppose que le fauteur de trouble vient de l'extérieur : « on ne sait pas ce qui peut arriver avec ces inconnus ».

Sociabilité et communauté

Les gênes sonores produites par des conflits domestiques (par exemple, un résidant qui « fait des fêtes avec des femmes » et les disputes qui s'ensuivent) sont attestées pour reproduire les normes sociales à Monteclaro. Des « circulaires » où sont rappelées les règles de conduite attendues des résidents sont alors distribuées. Lorsque ces circulaires n'ont pas d'effet, une admonestation, puis la menace judiciaire, deviennent les moyens de règlement des conflits.

Le qualificatif « cités-dortoirs » pour les secteurs de Monteclaro n'a pas une connotation négative. L'éloignement physique des centres urbains de la Région capitale est aussi l'une des conditions pour la tranquillité, l'exclusivité, le confort environnemental et le devenir communautaire poursuivi. Les habitants préfèrent « rester à la maison », « dans le *vecindario* » ou « dans le club » les week-ends. Ces trois lieux apparaissent comme des piliers de « ce qui fait quartier » à Lomas de Monteclaro. La disponibilité d'une proximité assurée (Breviglieri, 2005), dans le double sens où « elle est sous la main », mais aussi qu'elle n'expose pas à des risques est un élément essentiel dans l'usage du temps libre et son incidence sur l'habiter.

L'emprise domestique sur les lieux de la sociabilité n'est pas sans effet sur la façon dont l'*urbanización* condense les paramètres socio-spatiaux de la communauté : « Je pense que les trois secteurs (Lomas, Villas et Laguna) font la communauté. D'ailleurs, nous avons le même service de surveillance, nous sommes là pour nous rendre service les uns les autres ». L'ouverture plus ou moins informelle aux espaces privatifs (le petit parc à l'intérieur de Villas) est un autre vecteur communautaire. Le club regroupe des habitants des trois secteurs pour lesquels l'accès est partout

permis : les jeux de tennis, la fréquentation du restaurant et les activités spéciales comptent parmi les occasions de rassemblement. La pluralité des dimensions de cette sociabilité et l'engagement volontaire dans des activités communes constituent une différence notable par rapport aux autres contextes d'habiter privatif à Caracas.

L'environnement conflictuel qui domine les plans constitutif, représentatif et normatif à La Pomarosa pose des obstacles considérables à sa reconnaissance comme quartier ou comme communauté, cela même pour ses habitants. Une communauté d'intérêts (en vue d'une légitimité de l'occupation et de l'installation) et de problèmes (l'acceptation par l'entourage, l'insertion sociale et politique, l'approvisionnement de services), certes sont présents. Mais cela ne semble pas suffire comme support d'une cohésion communautaire. Les personnes interrogées se plaignent des rapports de voisinage qui se réduisent à l'échange d'un « bonjour » et à l'avertissement de la présence des fonctionnaires des administrations urbaines.

Les rapports conflictuels prédominent entre les envahisseurs proches des habitants de Los Laureles et « les étrangers » du secteur « occidental » venus grâce aux « bruits qui couraient » à propos de l'invasion. Les premiers, activistes du commencement de l'invasion, perçoivent qu'avec l'arrivée des nouveaux venus l'affaire échappait à leur contrôle. Ceux qui participent à la nouvelle vague de peuplement ne se connaissent guère entre eux. C'est l'invasion qui les relie. Tandis que le groupe d'origine familiale affiche une identité plus communautaire (quoique le lien avec Los Laureles soit parfois dissimulé), le dernier groupe est plus individualiste. Ces groupes entrent en conflit⁴ et affrontent les obstacles posés par les administrations en refusant de chercher une dynamique commune. Loin du mythe qui rattache la figure communautaire à un idéal de l'entraide propre aux couches populaires⁵, « le besoin » peut non seulement ne pas servir d'élan mobilisateur, mais être à l'origine des disputes. Le *manque de cohésion* et une *faible capacité de réponse* aux problèmes communs caractérisent la communauté incertaine de ce quartier émergent.

Représentations : une légitimité asymétrique

Les représentations des unités résidentielles mitoyennes dépendent de la façon dont est perçue leur légitimité. Monteclaro trouve dans l'existence et le développement

4. Par exemple, l'une des porte-parole de ce groupe qui dit avoir été offensée, a frappé l'un des participants de l'autre groupe qui a porté plainte, à son tour, auprès du commissariat de police.

5. « Le terme communauté (...) désigne cette propension pragmatique des populations pauvres à se regrouper pour bénéficier de solidarités de groupe afin d'améliorer leur condition quotidienne face au dénuement et à l'adversité » (Genestier, 1991).

de La Pomarosa son principal problème. Au retour, le *barrio* se sent menacé par la pression des habitants de Monteclaro visant à le faire disparaître.

Cependant, l'ancienneté des habitants de Los Laureles et l'interconnaissance (*via* les employés dans l'administration et dans la sécurité) contribuent à accepter leur présence : « Ils étaient là avant nous et nous n'avons pas de problèmes avec eux ». Pour certains, c'est néanmoins impossible de distinguer entre Los Laureles et La Pomarosa, et regrettent que « le *barrio* n'arrête pas sa croissance ».

Le nouveau *barrio* représente la dépréciation des propriétés immobilières, l'insécurité personnelle, la perte de contrôle de la croissance urbaine, la défaillance des services, la pollution de l'environnement. En revanche, pour les habitants de Lomas leurs voisins de Monteclaro « sont des gens amusants qui savent partager », « on a les mêmes intérêts ».

Les représentations négatives de leurs voisins prédominent aussi chez les habitants de La Pomarosa : « Nous sommes moins que rien pour les gens qui dirigent l'invasion [selon un membre du groupe "occidental"] parce que nous avons occupé des terrains destinés à leur famille ». « Les gens de Monteclaro et de San José font pression et ont même manifesté dans la rue contre nous ». D'autres identifient plus clairement le noyau relationnel du conflit : « je regrette le manque de communication avec les autres. Les gens ici habitent de façon isolée ».

Les normes sociales sont soumises ainsi à des tensions variables mais permanentes et l'atmosphère relationnelle fluctue entre l'affrontement et l'anarchie. L'homogénéité des critères et des conduites (tout au moins face aux tiers en vue de la conquête d'une légitimité) qui a caractérisé le développement d'une partie importante des *barrios* à Caracas n'est guère perçue ici. Les mises en équivalence des représentations entre l'*urbanización* Monteclaro et le *barrio* La Pomarosa se caractérisent alors par une légitimité dont la construction ne peut qu'être asymétrique.

Dispositifs politiques et action collective

Les rapports entre les riverains de Monteclaro et les administrations urbaines sont tantôt réduits à leur expression minimale (comme dans le cas des services), tantôt soumis à des difficultés les positionnant dans une logique conflictuelle (comme lors des invasions de La Pomarosa). Par ce biais, les habitants de Lomas endossent une sorte de statut de « légaux négligés » soumis à un double tiraillement : ils représentent le secteur « populaire » de Monteclaro, ce qui enlève à ses habitants une partie de leurs privilèges comme riverains ; mais à l'extérieur ils sont perçus comme habitants à part entière.

La zone d'invasion est un espace-frontière entre les municipalités de Guaicaipuro, de Baruta et de Los Salias.



Rafael Jimenez

L'*Urbanización* de Monteclaro, au sud de l'aire centrale de l'agglomération, en est séparée par une zone militaire, et y est reliée par une autoroute

Cela accroît les problèmes de compétences entre les administrations urbaines car l'attribution des responsabilités tend à fluctuer entre la concurrence et le désengagement. Les logiques de clientélisme des partis politiques ou des « caudillos » d'emprise locale y trouvent des structures propices à leur déploiement.

Les effets de ce statut vulnérable, en termes de volonté de sécession politique ne tardent pas à apparaître. La disposition à s'entendre avec les autres habitants de Monteclaro et d'autres villes de la zone (San Diego, San José) pour prendre leur indépendance juridico-politique de la municipalité de Guaicaipuro est manifeste. Les conditions de ressemblance socio-économique et socio-spatiale, ainsi que la perception d'une action municipale « éloignée des intérêts de la communauté » apparaissent comme des vecteurs d'une communauté d'intérêt sur laquelle une dynamique d'organisation politique peut s'asseoir.

Dans le cas de La Pomarosa, l'illégalité de l'invasion, l'illégitimité face à l'entourage et aux administrations gouvernementales et les disputes internes sont les facteurs de différenciation politique. Impossible dans ces circonstances de forger une armature sociale localisée permettant de structurer avec un minimum de cohérence les demandes de façon à ce qu'elles soient assumées par les pouvoirs politiques (Préteceille, 1998).

La municipalité de Guaicaipuro ne reconnaît pas la légitimité de l'« occupation des terrains », mais elle n'agit

pas non plus pour promouvoir une solution d'habitation⁶. La Caisse du Développement Urbain (Fondur) encourage le peuplement par le biais du conseil aux « occidentaux » de La Pomarosa (certains profitent du service juridique de leurs employeurs). Le Ministère de l'environnement tente la dissuasion (envoi des fonctionnaires pour parler avec les « envahisseurs », remise des amendes et de mises en demeure), mais n'active pas les mécanismes pour régler la situation⁷. Les forces de l'ordre (*Guardia Nacional*), qui avaient délogé une première invasion deux ans auparavant, tolèrent en fait la situation. Par ce biais s'achemine l'instrumentalisation territoriale d'une ambiguïté politique.

Mitoyenneté, homogénéisation et condition urbaine

Mitoyen, est à la fois *ce qui est contigu* et *ce qui est entre deux choses, commun à l'une et à l'autre*. À Monteclaro et à La Pomarosa l'encouragement de l'entre-soi et la fixation sur les différences et sur les moyens de les raffermir émergent comme la matière d'une improbable *communitas*⁸.

Chaque ensemble résidentiel exprime une culture de l'habitat et de l'habiter qui permet de tirer un profit différencié de l'homogénéisation. À Monteclaro, cette culture se définit par une solidité d'établissement et une mobilité assurée qui font de l'homogénéité un trait opérationnel. Cette homogénéité conforte une organisation sociale fondée sur l'élan communautaire et l'urbanisme sécuritaire. À La Pomarosa prédominent la fragilité de l'établissement et la précarité des moyens. Il s'agit d'une *homogénéité par défaut* qui, s'élevant sur les principes d'une égalisation par le bas, a du mal à nourrir des dynamiques qui ne soient pas marquées par l'instabilité et le conflit.

Monteclaro et La Pomarosa coexistent dans une proximité gênante, mais partagent, chacune à sa manière, un mépris du domaine public. Si dans le cas de Monteclaro ce mépris s'exprime par une espèce d'indifférence « j'em'foutiste », dans le cas de La Pomarosa, c'est la traditionnelle revendication de l'appropriation justifiée par le besoin qui reproduit les modes de développement urbain ayant caractérisé la capitale vénézuélienne dans le XX^e siècle. Cependant, l'émergence de La Pomarosa montre une forme plus flexible et excentrée de l'auto-ségrégation en ce que ses

habitants préfèrent recommencer du niveau primaire de l'urbanisation (l'invasion) au lieu de rester dans les *barrios* plus violents, chers et détériorés. La volonté de l'appropriation encourage la substitution d'une forme de précarité par une autre.

Dans « le dilemme entre ouverture et dogme » auquel sont confrontées les politiques publiques sur l'urbain à Caracas (Gonzalez Tellez, *op. cit.*), la citoyenneté continue à être piégée dans une façon d'agir qui semble avoir peu appris des déboires précédents. Le développement urbain dans les Hauts de Miranda (l'un des terroirs privilégiés de l'expansion de Caracas) s'annonce comme un terrain de plus de l'affrontement fratricide qui domine aujourd'hui le pays politique.

La mosaïque urbaine de la « ville desserrée » (Bordreuil, 1999), telle qu'elle se pose à Caracas aujourd'hui, fait appel aux métaphores des îlots et de l'archipel. Les frontières ne disparaissent pas, elles ne font plus grammaire d'ensemble et fonctionnent comme des filtres asymétriques⁹. La contiguïté des communautés résidentielles, loin de contribuer à « penser l'espace comme ajointement d'intervalles » incite à l'entreprendre comme « relation de distance » où l'on perd de vue l'importance « du lien qui unit dans la séparation » (Tassin, 1991). L'enracinement territorial fait proliférer les asymétries par ses bords. Ni mitoyen, ni citoyen, le caraquéenien semble démuné en ce qui concerne la communauté avec l'autre.

6. Pour contourner la qualification d'invasion, donner une légitimité d'État à l'action et profiter de l'affiliation chaviste du maire, une affiche de Chavez en habits militaires est mise visiblement les premiers jours dans l'entrée des nouveaux *ranchos*.

7. La Pomarosa est dans le périmètre de la Zone de Protection Naturelle où se trouve le réservoir d'eau de La Mariposa, la principale source de la région capitale.

8. Prenant distance du *logos* qui privilégie l'emprise du communautarisme et des valeurs du monde domestique, R. Esposito, (2000), plaide pour une conception de la communauté comme support d'une convivence forgée par des impropriétés radicales et des coïncidences amenant à l'apprentissage du vivre-ensemble.

9. « Lorsque les différences entre les résidents de deux zones sont petites, ils peuvent développer la tolérance envers l'autre. Ils peuvent même s'accorder pour ignorer certaines différences importantes pour obtenir un consensus. Une extrême hétérogénéité n'amène pas aux mêmes résultats. Elle encourage plutôt l'inhibition dans la communication et les ressentiments mutuels » (Gans, 1963).

Références bibliographiques

- Bordreuil J.-S., (1999), « La ville desserrée », in Paquot T., Lussault M., Body-Gendrot S. (dir.), *L'urbain : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, pp. 169-182.
- Breviglieri M., (2006), « La décence du logement et le monde habité. Une enquête sur la position du travailleur social dans les remous affectifs de la visite à domicile », in Roux J. (dir.), *Sensibiliser. La sociologie dans le vif du monde*, Éditions de l'Aube, pp. 90-104.
- Capron G. (dir.), (2006), *Quand la ville se ferme. Quartiers résidentiels sécurisés*, Paris, Bréal.
- Coing H., (2004), « Caracas et l'approfondissement de la révolution » », *Urbanisme*, n° 339.
- Esposito R., (2000), *Communitas. Origine et destin de la communauté*, Paris, PUF.
- Gans H., (1963), « The Balanced Community. Homogeneity and Heterogeneity in residential areas » » *Journal of American Institute of Planners*, pp. 176-184.
- García Sánchez P. J., (2004), « La forme privative de l'urbanité : emprise sécuritaire et homogénéisation socio-spatiale à Caracas », *L'Espace Géographique*, dossier *Ensembles résidentiels fermés*, n° 2, pp. 114-130.
- Genestier P., (1991), Pour une intégration communautaire, *Esprit*, n° 2, pp. 48-59.
- González Tellez S., (1999), *Aprendizaje o dogma en políticas públicas*, Caracas, Conavi/USB.
- Préteceille E., (1998), « Inégalités urbaines, gouvernance, domination ? », in Balme R. et alii (dir.) *Politiques locales et transformations de l'action publique en Europe*, Grenoble, Cerat, pp. 175-184.
- Rosas I., (1995), "La cultura constructiva popular en las areas de barrios de ranchos », in Amodio E., Ontiveros T. (dir.), *Historias de Identidad Urbana. Composición y Recomposición de Identidades en los Territorios Populares Urbanos*, Caracas, Tropykos, pp. 21-30.
- Strauss A., (1995), « Estilos de vida y espacio urbano », in Proshansky et alii (dir.), *Psicología ambiental*, Mexico, pp. 398-409.
- Tassin E., (1991), « Espace commun ou espace public ? L'antagonisme de la communauté et de la publicité », *Hermes*, n° 10, pp. 23-37.

Biographies

PEDRO JOSÉ GARCÍA SÁNCHEZ : sociologue et ethnographe urbain, maître de conférences à l'Université de Paris X – Nanterre. Diplômé à l'Université Centrale du Venezuela (UCV). Doctorat à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS). Chercheur rattaché à l'Ipraus – UMR « Architecture, urbanisme et société (AUS) » et associé au GSPM/EHESS et au LAMES/MMSH. Il travaille sur les formes et les conflits d'urbanité, la sociologie de la vulnérabilité et du trouble, les pratiques ordinaires dans les démocraties urbaines et la cognition distribuée appliquée à l'écologie urbaine. Il a coordonné l'édition en espagnol d'une anthologie de textes sur les espaces publics (*Espacios públicos urbanos. Hacia un siglo XXI ciudadano y ciudadano*) et publie régulièrement dans des revues européennes et latino-américaines (*Espaces et sociétés, L'espace géographique, Flux, Perfiles Latinoamericanos, Antropolítica...*).

pasajesin@gmail.com

SILVERIO GONZÁLEZ TÉLLEZ est sociologue, professeur dans le département d'urbanisme et aménagement de l'Université Simon Bolívar (USB) à Caracas. Il a fait un doctorat à l'Institut d'urbanisme de Créteil – Université de Paris XII. Ex-directeur de l'Institut d'Études régionaux et urbains (IERU) de l'USB. Consultant des organismes vénézuéliens et internationaux parmi lesquels le Programme des nations unies pour le développement (PNUD), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Institut national des statistiques (INE). Auteur et co-auteur d'une trentaine d'articles et d'une douzaine de livres parmi lesquels *La ciudad venezolana. Una interpretación de su espacio y sentido en la convivencia nacional* (2005), *Quand la ville se ferme* (2006), *Aprendizaje o dogma en políticas públicas* (1999).